



Radhi Meddeb Président d'Ipemed

Une construction inéluctable

► Le président du Parlement européen, Martin Schultz, vient d'adresser une lettre de mission aux deux coprésidents du Comité d'orientation politique (COP) d'Ipemed, leur demandant de lui soumettre une évaluation de l'état des relations euro-méditerranéennes et leurs recommandations pour leur refondation. Dans sa réunion annuelle des 22 et

23 février, le COP s'est longuement penché sur la question. Il a puisé dans les évolutions récentes, dans ses débats antérieurs, et également dans les travaux d'Ipemed, notamment sa publication *30 voix pour bâtir un avenir commun*, les éléments d'un diagnostic partagé et les voies pour plus de convergence et de compétitivité pour la région.

Cette «commande» consacre Ipemed comme un acteur de tout premier ordre dans la réflexion, mais aussi dans l'action pour la construction de la région. Ipemed n'est pas uniquement un *think tank*. Porté par ses entreprises fondatrices des trois rives de la Méditerranée, se

ressourçant sans cesse entre les trois milieux de l'entreprise, de l'expertise et du politique, Ipemed est un *think and act tank* qui s'investit avec passion et rigueur dans cet ambitieux projet civilisationnel. Cette commande émane du cœur d'un des plus hauts lieux du pouvoir en Europe. Elle prend encore plus de signification venant de la part d'un homme politique allemand, connu par son pragmatisme et sa rigueur. La construction de la région est inéluctable. Ipemed gagne en légitimité avec la mobilisation de tous les pays européens et encore plus avec celle de leurs représentants élus.

Faire confiance

FACE AUX BOULEVERSEMENTS QU'ONT CONNUS CES SOCIÉTÉS, IL CONVIENT DE LAISSER DU TEMPS AUX ACTEURS AFIN QU'ILS DÉFINISSENT LEUR PROJET, TROUVENT UN COMPROMIS ET ÉVITENT L'IMPASSE.

PHOTO
Vente de jasmin à Sidi Bou Saïd. En 2012, les séjours organisés par les voyageurs français sur la Tunisie ont chuté de 45%. Une catastrophe pour ce secteur qui emploie 400 000 personnes.

La réflexion sur les relations entre les deux rives de la Méditerranée est d'autant plus urgente que la situation dans les pays de la rive sud suscite, si ce n'est de fortes inquiétudes, tout au moins de légitimes interrogations. Il y a deux ans, le monde découvrait que les populations tunisienne, égyptienne, libyenne, yéménite ou syrienne étaient en mesure de se mobiliser contre les pouvoirs en place, de braver le mur de la peur et de sortir de ce qu'on appelait «l'exception arabe». Aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer le comportement des nouveaux régimes dirigés par des partis issus de la mouvance des Frères musulmans et parfois de celle des salafistes. Mais nous ne devons pas oublier que ces pouvoirs ont été élus, même à faible majorité, et que nous ne pouvons pas recommencer l'erreur commise en Algérie en 1991, à savoir remettre en question le résultat des urnes.

Le défi à relever de ces nouveaux régimes est celui de l'économie et du social, or ils n'ont pris pour le moment aucune décision. Les touristes se détournent de ces destinations tout comme les investisseurs. Dès lors, la situation de l'emploi



s'aggrave, plus de 50 % de chômage en Égypte en deux ans et de l'ordre de 40 % chez les jeunes en Tunisie, ce qui risque d'entraîner une nouvelle vague de contestation. Il est vrai qu'il s'agit là d'une question structurelle et non conjoncturelle qui touche au modèle de développement. Or, les partis au pouvoir ne semblent pas avoir de plan précis pour répondre aux attentes de la population.

L'HISTOIRE N'EST PAS LINÉAIRE L'impatience avec laquelle nous regardons et commentons les transitions, qui seront forcément longues et heurtées, risque de nous empêcher de les voir telles qu'elles se déroulent réellement. L'histoire

n'étant pas linéaire, il convient de laisser du temps aux acteurs afin qu'ils définissent leur projet tout comme l'Europe, elle-même en crise, a besoin de temps pour prendre en compte les bouleversements et apporter une réponse adaptée. La mobilisation des sociétés civiles est impressionnante face à la tentation de ceux qui entendent accaparer tous les pouvoirs. Au regard de cette situation, qui peut se révéler être un terrible face-à-face entre deux forces, seul un compromis historique peut permettre d'éviter l'impasse. Est-ce une utopie ? Peut-être mais faisons confiance aux sociétés qui ont découvert leur capacité à se réinventer.

Agnès Levallois



MAGHREB

Création de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur

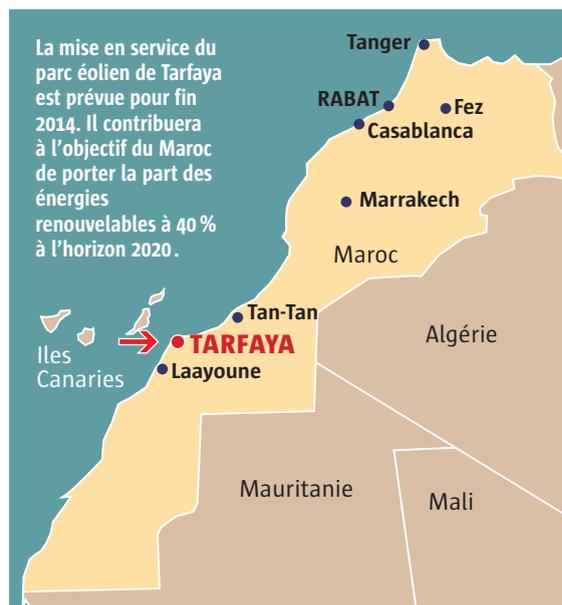
● Enfin ! Lors de la cinquième conférence sur l'intégration économique maghrébine, organisée conjointement par le FMI et la Banque centrale de Mauritanie à Nouakchott sur le thème des « Investissements bilatéraux et étrangers directs et leurs impacts sur l'emploi dans les pays du Maghreb arabe », la création effective de la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur (BMCI) a été décidée alors que son principe avait été acquis dès 2000. Son siège sera à Tunis et elle sera dotée d'un capital de 100 millions de dollars à parts égales entre les cinq pays membres. La banque est destinée à financer l'intégration maghrébine à travers des projets structurants, donc des connexions énergétiques, tout ce qui touche aux nouvelles technologies et aux autoroutes reliant les pays maghrébins. La promotion des échanges commerciaux inter-maghrébins et l'amélioration de la circulation des biens et des capitaux entre les pays du Maghreb font également partie de ses missions. L'objectif est l'amélioration de l'intégration régionale, celle-ci étant estimée à seulement 5 % contre 50 % pour d'autres unions.

Chantier sur l'autoroute Est-Ouest en Algérie. La BMCI contribuera à financer les projets autoroutiers reliant les pays maghrébins.

PARC ÉOLIEN

GDF SUEZ : projet au Maroc

● Le groupe GDF SUEZ poursuit sa stratégie de développement à l'international avec un important projet éolien au Maroc, le plus grand d'Afrique. Nommé Tarfaya, ce projet d'une puissance de 300 MW situé sur la côte atlantique du Royaume, profitera d'une région avec des conditions de vent particulièrement favorables. Le facteur de charge de l'installation sera de 45 % contre une moyenne pour les projets éoliens compris entre 20 et 40 %.



INNOVATION

Un projet pour la coopération euro-méditerranéenne

● Financé par la Commission européenne et réalisé par le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, via l'Institut agronomique de Bari, le projet *Med-Spring* vise à développer la coopération euro-méditerranéenne dans la recherche et l'innovation. Il a débuté en février 2013 pour une durée de quatre ans. L'objectif est de contribuer à la qualité de la recherche, en particulier la coopération euro-méditerranéenne birégionale de la science et de la technologie, le dialogue politique et le suivi de la coopération. Le projet met l'accent sur trois défis de la société : pallier le manque de ressources (principalement l'eau), développer des aliments de haute qualité à des prix abordables ainsi que les énergies renouvelables. Son efficacité repose sur le dialogue et la participation de la société civile, réunie dans une agora euro-méditerranéenne conçue comme un espace virtuel de partage et de dialogue, réalisé par l'intermédiaire du réseau social et soutenu par une énorme documentation. Cet espace virtuel vise à renforcer et à structurer la participation de la société civile (chercheurs, jeunes, ONG, dirigeants politiques) dans la coopération en matière de recherche et d'innovation.



La sécurité alimentaire compte parmi les priorités du projet Med-Spring. Ici, un boulanger du Caire.



MIGRATIONS ET ASILE

Un rapport sur la montée des tensions en Méditerranée orientale. Rapport de l'Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe, janvier 2013

● La forte pression des flux migratoires oblige l'Europe à relever un défi. L'Assemblée parlementaire a rédigé un rapport sur le sujet. Aujourd'hui, la Turquie est le principal pays de transit des flux migratoires irréguliers, et la Grèce, le principal point d'entrée dans l'Union européenne. Ainsi, les deux pays sont liés par un problème qu'aucun d'entre eux n'est en mesure de résoudre sans une plus grande aide de l'UE et des autres États membres du Conseil de l'Europe. Le conflit syrien, avec l'arrivée de réfugiés syriens, principalement en Turquie mais aussi en Grèce, impose à ces pays des contraintes encore plus lourdes. La Grèce s'est focalisée sur la consolidation de ses frontières et a mis en œuvre une politique trop lourdement axée sur la rétention. Malgré la détermination des autorités à améliorer le système d'asile et les conditions de rétention, d'autres efforts restent nécessaires. De même, l'arrivée massive de réfugiés syriens en Turquie, en Grèce et dans d'autres pays européens, appelle à un surcroît de solidarité de la part de l'Europe. En outre, la situation économique de la Grèce aggrave les tensions sociales et exacerbe le racisme et la xénophobie. Enfin, l'Europe doit repenser le partage des responsabilités pour traiter ce qui devient un problème européen et non plus celui d'un seul ou de quelques pays. Les États membres sont appelés à accroître leur aide à Athènes, à Ankara et aux autres pays directement exposés. Le Conseil de l'Europe doit

également jouer un rôle, par exemple en réfléchissant à de nouvelles possibilités de réinstallation et de réadmission, en aidant les États à venir à bout de leurs arriérés de dossier de demande d'asile et en présentant des projets novateurs afin de mettre un frein au racisme et à la xénophobie qui ne cessent de croître à l'égard des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

RÉFORMES

Les trois priorités de l'Arlem

● Lors de la quatrième session plénière de l'Arlem (Assemblée des régions et des villes de la Méditerranée) à Bruxelles, les responsables politiques locaux et régionaux, soutenus par l'Union pour la Méditerranée, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission européenne, se sont engagés à promouvoir la coopération régionale, à consolider la décentralisation et à renforcer la capacité institutionnelle au niveau local. Ces trois priorités orienteront les activités de l'Arlem, afin de faciliter les processus de réforme dans le Sud de la Méditerranée. Lors de cette réunion, le rapport sur la dimension territoriale de l'UPM a été adopté. Il contient trois priorités : consolider la décentralisation et la régionalisation ; garantir que les priorités de l'UPM intègrent une dimension territoriale ; contribuer à une stratégie macrorégionale et à une politique de cohésion dans la région euro-méditerranéenne. Bernardino León, représentant spécial de l'UE pour la région du Sud de la Méditerranée, a salué ces initiatives, invitant l'Arlem à se joindre aux *task-forces* mises en place pour encourager la

La présence des migrants en Grèce exacerbe la xénophobie et fait le lit des partis d'extrême droite. Les manifestants du parti Aube dorée revendiquent la surveillance des frontières avec les forces spéciales de l'armée et la mise en place de mines anti-personnel.



Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI.

coopération entre les partenaires. Le vice-président de la BEI, Philippe de Fontaine Vive, a souligné la nécessité de développer les capacités des acteurs locaux des pays partenaires. Cela dans le droit fil de la proposition des coprésidents de l'Arlem de renforcer les compétences et la capacité institutionnelle des autorités locales et régionales.

TRANSITIONS

Aide de l'UE

● Depuis le déclenchement des mouvements de contestation, l'Union européenne a mis en place plusieurs mécanismes de soutien à la transition, que ce soit sur le plan politique ou économique. En plus des 3,5 milliards d'euros alloués pour la période 2011-2013, l'UE a engagé 700 millions d'euros afin d'accorder de nouvelles subventions au voisinage méridional, en particulier à travers le programme Spring (*Support to Partnership, Reform and Inclusive Growth*). Ce programme est une aide aux partenaires, aux réformes et à la croissance inclusive. Il fournit un financement supplémentaire aux partenaires du Sud qui montrent leur engagement et leurs progrès dans la réforme démocratique. Quant aux *Task Forces*, elles ont facilité la coordination pour les futurs investissements au sein des institutions européennes, des États-membres, de la BEI, de la Berd et d'autres institutions financières internationales. Enfin, le mandat élargi de la Berd a permis la mobilisation d'un milliard d'euros supplémentaire pour des actions en Égypte, Maroc, Tunisie et Jordanie. L'enjeu actuel est la négociation pour la période 2014-2020.



Jeunes manifestants tunisiens.

Les défis de la transition et le rôle de l'Europe

Travailler à la refonte des relations euro-méditerranéennes : tel était l'objet de réflexion du Comité d'orientation politique d'Ipemed, réuni à Paris les 22 et 23 février 2013.



Le Comité d'orientation politique d'Ipemed

Il est coprésidé par Carmen Romero, députée européenne et Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie. Composé d'une quinzaine de membres, de sensibilité et de provenance géographique diverses, il contribue à la réflexion et au rayonnement d'Ipemed auprès des décideurs. Ce comité se réunit une fois par an. L'occasion pour ses membres de débattre d'un sujet d'actualité en lien avec les préoccupations d'Ipemed.



Jean-Louis Guigou

Empreint d'une certaine gravité en raison des défis à relever pour les pays, aussi bien de la rive nord que de la rive sud de la Méditerranée, le Comité d'orientation politique d'Ipemed (COP) avait pour thème l'avenir des relations entre ces pays à la lumière des dernières évolutions, notamment en Tunisie et en Égypte, et des défis de la transition démocratique. La mission confiée aux membres du COP par le président du Parlement européen, Martin Schulz, de rédiger une note prospective sur les relations Europe-Méditerranée-Afrique du Nord a renforcé l'intérêt de cette réflexion (voir encadré).

ÉTAT DES LIEUX Il a été rappelé que la région connaissait un «réveil volcanique», moment où les peuples se réapproprient leur histoire. Il s'agit d'un processus long, imprévisible et différencié où même les acteurs n'ont pas toujours pris sur les événements. La mainmise sur le pouvoir des partis de l'islam politique, qui font le contraire de ce qu'ils ont annoncé, a été qualifiée de préoccupante. D'autant plus que les gouvernements tunisien ou égyptien ne tiennent pas compte de la situation économique et sociale de leur pays et ne semblent pas prendre les mesures indispensables attendues par la population.

En Égypte, la situation est bloquée. L'opposition menace de boycotter le scrutin qui doit se tenir en avril, craignant que

le climat ne soit pas apaisé. Le COP ne remet pas en cause la légitimité des Frères musulmans, mais s'interroge sur leurs capacités à intégrer le jeu démocratique afin qu'ils n'accaparent pas tous les pouvoirs, comme le fait actuellement le président Mohamed Morsi.

TROIS CAS Les expériences diffèrent selon les pays. On distingue trois cas de figure : les révolutions qui ont fait tomber les régimes et l'État (Libye et bientôt Syrie) ; celles qui ont vu la chute du régime mais pas celle de l'État (Tunisie, Égypte) ; enfin, les régimes qui se sont lancés dans la voie de la réforme de l'intérieur (Maroc, Jordanie, Algérie, Turquie). Y a-t-il risque de chaos ? Certains membres du COP ne l'excluent pas en raison notamment de notre incapacité à comprendre la nouvelle réalité. Un point a été évoqué : les jeunes face à la menace islamiste avec la montée du wahhabisme.

L'exercice du pouvoir amènera-t-il les gouvernements islamistes à composer avec leur société civile et à être pragmatiques ? Les avis divergent. En effet, ce serait supposer qu'ils fonctionnent avec le même logiciel politique, ce qui n'est pas le cas. Ils ont un projet idéologique de déconstruction de l'État moderne, sans projet économique. Les responsables tunisiens et égyptiens ne prennent pas en compte les revendications des manifestants d'il y a deux ans. Ce point



Hasni Abidi



Denis MacShane



Bechir Ben Yahmed, Fathallah Oualalou et Radhi Meddeb



Alexandre Stutzmann



Iqbal Gharbi, Miguel Ángel Moratinos et Carmen Romero

de vue n'était pas partagé par tous en raison de l'expérience turque, où un grand parti islamiste est arrivé au pouvoir de façon démocratique. L'islam politique n'est pas monolithique. Les partis ont des tendances très différentes et l'une d'entre elles s'avère compatible avec une démocratie à l'européenne. L'erreur stratégique de l'Europe a été de ne pas l'avoir encouragée. En refusant l'intégration d'Ankara à l'UE, elle l'a affaiblie. Actuellement, la tendance conservatrice se renforce et tente de démonter l'État républicain. Une autre interrogation a porté sur la capacité des forces islamistes au pouvoir à rester homogènes ou à se fractionner entre traditionnalistes et modernistes. Pour neutraliser les tendances radicales, un dialogue doit s'instaurer entre démocrates et islamistes en Tunisie et en Égypte.

LA RESPONSABILITÉ DE L'EUROPE L'Europe manque de vision et ne s'engage pas. Elle se doit d'être à l'écoute, mais de qui ? Des nouveaux gouvernements ? Des sociétés civiles ? Des oppositions ? La réponse est délicate car on ne s'ingère pas dans les affaires intérieures des pays. L'Europe doit se donner les moyens d'aller vers les nouveaux acteurs, de les connaître. Une action plus cohérente de sa part est souhaitée et attendue.

La situation économique catastrophique de l'Égypte ou de la Tunisie oblige l'Europe à répondre aux demandes qui lui sont faites dans ce domaine. Doit-on soutenir une tendance au détriment d'une autre ou plutôt soutenir le processus de transition ? L'absence de mobilisation de l'Europe donne une marge de manœuvre aux pays du Golfe, particulièrement à l'Arabie saoudite et au Qatar. Cela est inquiétant en raison de la nature des systèmes politiques de ces pétromonarchies et de leur possible volonté d'imposer un modèle de société. Une fois cette réflexion menée, il existe trois façons de travailler : la voie institutionnelle, celle de l'Union pour la Méditerranée, mais elle a échoué ; celle des projets concernant des domaines majeurs comme l'énergie ou la sécurité alimentaire, mais une somme de projets ne constitue pas une vision. Enfin, une méthode, une procédure à imaginer qui pourrait s'inspirer de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. Pendant quatre ans des débats ont eu lieu, permettant la signature du Traité d'Helsinki. Pourquoi ne pas imaginer un processus de dialogue, lieu de débat permanent où pays du Nord et du Sud aborderaient l'ensemble des sujets. Ce serait le plus sûr moyen pour parvenir à une convergence.

Agnès Levallois

LETTRE DE MISSION

Les relations Europe-Méditerranée-Afrique du Nord

● Martin Schulz, président du Parlement européen, a confié aux membres du Comité le soin de rédiger une note prospective sur les relations Europe-Méditerranée-Afrique du Nord. Ce rapport, destiné à faire le point sur l'avenir des relations Nord-Sud, formulera des propositions concrètes pour refonder le partenariat euro-méditerranéen alors que la région connaît une nouvelle vague de tensions. Il devrait faire l'objet d'une communication à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, dont la prochaine session plénière se tiendra à Bruxelles les 11 et 12 avril 2013 sous la présidence de Martin Schulz. Cette mission fait suite au débat organisé par Ipemed le 6 décembre 2012 sur la colocalisation en Méditerranée. Elle intervient dans la continuité des travaux d'Ipemed, notamment la publication d'un ouvrage sur la refonte des relations Nord-Sud : *30 voix pour bâtir un avenir commun*, sous la direction d'Agnès Levallois et de Jacques Ould Aoudia (2012).



Malika Berak et (debout) Yasser Balawi



Élisabeth Guigou



Hubert Védrine, Serge Telle et Emmanuel Bonne

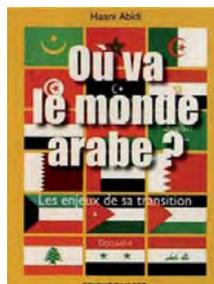


Kemal Dervis et Bernard Guetta

PHOTOS : JEAN-MICHEL RILLON

Où va le monde arabe ? Les enjeux de sa transition

HASNI ABIDI AVEC
LA COLLABORATION
DE MANON-NOUR
TANNOUS
Éditions Erick Bonnier,
2012



Parler d'un hiver islamiste est injuste et réducteur. D'abord le Printemps arabe n'est pas une saison touristique. C'est une détermination ferme du citoyen arabe d'assumer et de changer son destin. [...] Les manifestations récentes à Tunis et au Caire, malgré la victoire des islamistes, témoignent de cette vivacité politique et de l'attachement des peuples arabes à préserver le sens même de "leur révolution". Le Printemps arabe n'est pas prêt de s'essouffler.» C'est en ces termes que Hasni Abidi, politologue et directeur du Cermam, à l'initiative de cet ouvrage collectif, choisit de répondre à tous ceux qui concluent un peu vite que le monde arabe est entré dans une phase de dépression postrévolutionnaire. Sa conclusion, intitulée «Le Printemps arabe entre dynamiques internes et influences externes», est étayée par un état des lieux chronologique du Printemps arabe qui complète l'analyse dressée par les auteurs des enjeux de la transition dans la région, pays par pays. En Égypte, Nadine Abdallah, qui s'appuie sur les transitions démocratiques en Europe de l'Est, constate que la trajectoire du changement observée

s'apparente plus à un changement réformiste que révolutionnaire à proprement parler, à une *réfo-lution*, qui rend paradoxalement difficile la réforme des institutions et politiques héritées de l'ancien régime.

De fait, les manifestations postrévolutionnaires n'ont rien de surprenant puisque «les Égyptiens ont gagné quelques libertés, mais jusqu'à présent, [...] ont vu peu de progrès vers la réalisation des objectifs de justice sociale et économique». À cet égard, Akram Belkaïd rappelle que «l'économie est non seulement l'une des raisons principales des révoltes et révolutions arabes mais [qu']elle pourrait aussi être la cause de leur échec». Partout, même en Algérie et au Maroc, le Printemps arabe a amené avec lui de nouvelles urgences qui imposent une redéfinition des modèles économiques en vigueur. «Révoltes arabes : que faire ?», s'interroge alors Luis Martinez. Pour lui, l'Europe doit comprendre l'opportunité historique qu'elles représentent, surmonter sa frilosité pour accompagner concrètement les transitions politiques qui se dessinent et établir un véritable dialogue avec les sociétés civiles. L'ouvrage permet enfin d'ouvrir le débat sur l'implication d'autres acteurs régionaux et internationaux et consacre notamment un chapitre à l'impact du Printemps arabe sur la question israélo-palestinienne même «si le conflit n'a été ni évoqué ni, comme auparavant, instrumentalisé pendant les soulèvements» (Mansouria Mokhefi).

Kelly Robin

Le Maghreb et son Sud : vers des liens renouvelés

SOUS LA DIRECTION
DE MANSOURIA
MOKHEFI
ET ALAIN ANTIL
CNRS éditions et Ifri,
2012



Rendre compte des dynamiques actuelles que connaissent aussi bien le Maghreb que l'Afrique subsaharienne : tel est l'objet de cette réflexion qui se situe à la croisée des intérêts de deux programmes de l'Ifri, le premier qui s'intéresse au Maghreb et Moyen-Orient et qui observe depuis plusieurs années la place du Maghreb dans le monde et le second, le programme Afrique subsaharienne, qui étudie tout particulièrement les politiques africaines des partenaires traditionnels et émergents du continent. La question des rapports humains, des échanges et des coopérations entre les deux zones est largement traitée dans l'ouvrage. Nous retrouvons des idées défendues par Ipemed : la coopération régionale et la coopération Europe-Maghreb-Afrique. L'immigration subsaharienne au Maghreb devient aujourd'hui un sujet de société dans chacun des pays du Maghreb. Il est frappant de constater qu'à partir de l'échec de l'Union du Maghreb arabe, des pays qui, pris isolément, peinent à peser sur la scène méditerranéenne ou arabe, voient dans le Sud du Sahara un espace stratégique de déploiement de la diplomatie d'influence.

Agnès Levallois

REVUE

«Gibraltar. Un pont entre deux mondes»

n°1, premier semestre 2013, 176 pages
www.gibraltar-revue.com

«*Respiration salubre et artisanale dans le quotidien*», de l'aveu de son directeur-fondateur, Santiago Mendieta, *Gibraltar*, nouvelle revue semestrielle, a l'odeur des beaux livres et l'humanité en partage. Isaac Newton surplombe un sommaire («*Les hommes*



construisent trop de murs et pas assez de ponts») semblable à un jeu de l'oie qui ausculte, confronte, relie et renvoie dos à dos les sociétés des deux rives de la Méditerranée. Le spectateur curieux et exigeant, friand

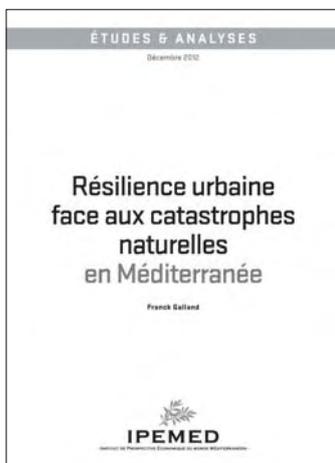
de belles images et de belles lettres, avance sur ce pont entre deux Mondes l'air grave et le cœur dans les yeux : Gibraltar réussit à «*donner à voir, révéler, éveiller, émouvoir, distraire*» et surtout à extraire du vide médiatique des sujets difficiles, des histoires, des réalités, des idées, des images, des hommes qui incarnent la Méditerranée. Le récit-photo d'Olivier Jobard qui introduit le dossier sur les «*Migrants, l'Europe et la vie*» donne le ton de cette revue, à

mi-chemin entre livre et magazine, dans l'esprit de la revue XXI pour le mélange des genres (reportages, récits, fictions, bandes dessinées, aquarelles, etc.) et garantie sans publicité. Attention, s'y plonger demande du courage. Comme le précise l'éditorial, *Gibraltar* privilégie «*l'humain plutôt que le sensationnel, la profondeur plutôt que le superficiel, la longueur plutôt que la brièveté*». Prenons le temps, prenons le risque !

Kelly Robin et Véronique Stéphan

Résilience urbaine face aux catastrophes naturelles en Méditerranée

FRANCK GALLAND
Collection Etudes et analyses



Au cours des années 2011 et 2012, des catastrophes naturelles se sont produites à travers le monde, provoquant une prise de conscience car elles pourraient frapper les rivages de la Méditerranée. Les grandes villes de cette zone ont donc l'obligation de se préparer à d'éventuelles crises d'exception. Si cette région du monde n'est pas la plus touchée par des désastres naturels et technologiques, l'occurrence et l'intensité des catastrophes pourraient augmenter au cours des prochaines décennies en raison du réchauffement climatique. Les grands centres urbains méditerranéens doivent donc se mobiliser pour mieux anticiper de tels phénomènes naturels auxquels ils pourraient être de plus en plus exposés : inondations pluviales urbaines, submersions marines ou fortes tempêtes. Mais comment ?

Tout d'abord en améliorant les capacités de réponse des dispositifs de sécurité civile de l'espace euro-méditerranéen. L'étude préconise la mise en place d'un projet-pilote où seraient mis en commun hommes et matériels pour répondre efficacement aux crises en y associant les opérateurs publics et privés qui gèrent les réseaux vitaux, l'eau, l'électricité, les télécoms et ce, de part et d'autre de la Méditerranée. L'intérêt d'associer les compétences publiques et privées aux forces de sécurité civile serait de permettre une intervention rapide et efficace sur les réseaux essentiels à la vie. Pour cela, il faudrait que ces capacités nouvelles soient dotées de moyens financiers venant de l'Union européenne, leur permettant de décliner, en cas de crise, leurs compétences au service des populations de l'espace euro-méditerranéen. ■

Le rôle des firmes touristiques dans le développement du tourisme au Maroc

MAXIME WEIGERT
Collection Construire la Méditerranée



Cette étude, réalisée par Maxime Weigert, chargé de recherche à IpeMED, est structurée en trois volets : les grandes lignes de la stratégie touristique marocaine et la manière dont les firmes ont été sollicitées dans la mise en œuvre du projet ; leur rôle dans la structuration du territoire et de ce secteur et enfin les effets de développement qu'elles produisent sur l'économie touristique. Maxime Weigert entreprend d'analyser un aspect moins connu de la stratégie du Maroc dans le tourisme, la contribution du privé et particulièrement celle des firmes touristiques européennes, à l'essor de ce secteur. En effet, au regard des objectifs fixés, le bilan de cette stratégie déployée par le Maroc à partir de 2001 est positif, comme l'attestent les chiffres des arrivées internationales qui sont passées de 4,4 à 9,2 millions entre 2001 et 2010. Au-delà de cet aspect purement comptable, la performance du Maroc est d'avoir surtout, dans un temps très court, structuré son territoire et édifié une économie touristique alignée sur les standards européens. Le Royaume avait lancé un plan de développement du tourisme dans un

document baptisé *Vision 2010*, dans lequel le privé avait un rôle central dans la planification. L'implication de ce secteur, organisé à travers des conventions-cadres d'investissement et d'incitation en faveur des investissements directs étrangers (IDE), a contribué au développement de l'économie touristique marocaine. Par leurs capacités à mobiliser des volumes massifs de touristes, les firmes ont structuré le marché et le territoire, en favorisant la croissance de la fréquentation et l'édification d'une offre locale de services. Grâce à leur stratégie d'exploitation, elles ont par ailleurs produit des effets de régulation sur l'économie marocaine, en diffusant des procédés de normalisation et de formalisation du secteur, et en facilitant des transferts de compétences du Nord vers ce pays du Sud de la Méditerranée. Aujourd'hui, aussi bien les changements intervenus à l'intérieur du Maroc que les mutations à l'échelle internationale conduisent à une redéfinition des termes de l'échange entre les firmes touristiques européennes et les territoires du Sud qui les accueillent : c'est le nouveau défi qui se pose à ces acteurs. ■



Fouad N. Trad a rejoint la Byblos Bank en 2008 après 21 ans passés à la banque Indosuez/Crédit agricole à Paris, Beyrouth et Bahreïn.

Pouvez-vous nous présenter en quelques mots le groupe Byblos et sa stratégie à l'international ?

Le groupe Byblos a été fondé en 1963 au Liban et s'est rapidement hissé dans le Top 10 des banques libanaises. Banque universelle et pionnière de la banque de détail au Liban, la Byblos Bank se situe désormais à la troisième place des banques libanaises avec plus de quatre-vingt agences au Liban et une présence dans onze pays. Elle a connu une forte croissance par acquisitions et croissance interne. Les actions de la banque sont cotées sur les bourses de Beyrouth et de Londres.

Dès 1976, la Byblos Bank s'est déployée en Europe, à Bruxelles d'abord, puis à Paris et à Londres. Depuis dix ans, elle a choisi de s'implanter dans certains pays arabes, africains et européens pour accompagner sa clientèle et diversifier ses revenus.

Quelle place occupent les pays méditerranéens dans les activités de la banque et avez-vous une stratégie vers l'Afrique ?

Née sur la ville côtière (phénicienne) de Byblos, la banque s'est toujours intéressée aux pays de la Mare Nostrum.

BYBLOS BANK

« Il faut encourager les partenariats public-privé au Liban »

En marge de la réunion du Comité d'orientation politique d'Ipemed, un dîner a été organisé, l'occasion de rassembler les membres du COP, les membres fondateurs d'Ipemed ainsi que des personnalités et des journalistes s'intéressant au devenir des relations entre les deux rives de la Méditerranée. Dans ce cadre, nous avons rencontré Fouad N. Trad, président du comité de direction de Byblos Bank Europe depuis 2009.

Nous n'avons pas suivi une stratégie d'implantation sur le pourtour méditerranéen mais nous sommes actifs en *trade finance* avec le Maghreb, la Libye et l'Égypte, présents en Syrie et en France, et aux côtés de nos clients commerçants en Espagne, Portugal, Italie, Malte et Grèce.

En Afrique, nous sommes implantés au Soudan et en RDC et nous avons un bureau de représentation au Nigéria. Nous sommes actifs dans beaucoup d'autres pays africains en *trade finance* et nous maintenons des relations de correspondants avec certaines banques locales. La présence d'une diaspora active dans plusieurs pays africains nous permet de capitaliser sur l'accompagnement des entrepreneurs et importateurs libanais.

Les tensions qui traversent les pays du Sud de la Méditerranée ont-elles des incidences sur votre activité ?

Les secousses provoquées par le dit Printemps arabe nous ont amenés à adopter une attitude de prudence vis-à-vis de certains pays de la rive sud de la Méditerranée, mais sans jamais remettre en cause notre engagement de poursuivre notre partenariat avec nos clients

et nos correspondants. Les répliques ressenties dans d'autres pays, comme en Syrie, nous obligent à une contraction locale de nos activités et une vigilance accrue pour le traitement des opérations.

Que vous apporte votre adhésion à Ipemed et quelle est la nature de votre relation avec ce *think tank* ?

Ipemed est pour nous un lieu de rencontres et d'échanges qui a aussi un rôle de lobby. En effet, nous avons apprécié, par exemple, son rôle moteur dans la promotion des financements PPP (partenariats public-privé) dont la loi est en gestation au Liban. Des séminaires ont eu lieu à Beyrouth et à Paris sur ce thème. Ils ont été l'occasion d'un partage d'expériences et d'aspirations sur le devenir des PPP au Liban, un outil indispensable à encourager afin de faire émerger des partenariats public-privé sur des projets d'infrastructure.

Dans cet Orient de plus en plus compliqué, Ipemed nous apporte un éclairage sur des débats politiques et économiques qui traversent notre région et surtout une perspective de notre devenir commun.

Propos recueillis par Agnès Levallois